

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE N° 25 071

(Articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique.)

Marché de services

MISE EN PLACE, HÉBERGEMENT, MAINTENANCE ET ÉVOLUTION D'UNE SOLUTION DE GESTION DE BILLETTERIE DÉDIÉE AU DISPOSITIF YOOT.FR DU CROUS DE MONTPELLIER OCCITANIE

CROUS de Montpellier - Occitanie

2, rue Monteil – CS85053

34 093 Montpellier cedex 5

1.1. L'administration :

Le Crous de Montpellier-Occitanie est un établissement public administratif. Il participe au service public de l'enseignement supérieur et contribue à la mise en œuvre de la politique nationale de la vie étudiante dans son ressort territorial d'intervention.

Crous de Montpellier-Occitanie
2, rue Monteil
CS 85053
34093 Montpellier cedex 5

Pouvoir adjudicateur ou autorité compétente :

Madame Sandrine Cloarec, Directrice Générale du CROUS de Montpellier – Occitanie.

L'acheteur désigné dans le marché agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du marché pour le compte duquel le marché est exécuté.

Aspects relatifs à la procédure ou à l'exécution du contrat :

Service Achats – Marchés Publics du Crous

service.marches@crous-montpellier.fr

Aspects techniques relatifs à l'exécution et à la facturation :

Responsable du Service Culturel.

Le responsable du Service Culturel sera l'interlocuteur du titulaire.

Il sera chargé de la gestion du présent marché et émettra toutes directives concernant l'exécution des prestations.

Règlements :

Agence comptable du Crous

agence.comptable@crous-montpellier.fr

1.2. Le titulaire

Le titulaire est l'opérateur économique ou le groupement d'entreprise chargé de l'exécution des prestations du marché.

Le titulaire ou le mandataire du groupement d'entreprises désignera une personne qui sera son représentant attitré auprès du Crous.

A l'issue de la procédure de consultation, l'attributaire sera désigné par l'Administration.

1.3. La prestation

La prestation est l'ensemble des tâches prévues au marché qui incombent au Titulaire et rémunérées par l'acheteur.

2.1. Définition du marché

Le présent marché est un accord-cadre de fournitures courantes et de services qui a pour objet la mise en place, l'hébergement, la maintenance et l'évolution d'une solution de billetterie complète et complexe dédiée au dispositif Yoot.fr, un dispositif de billetterie à tarifs privilégiés à destination exclusive du public étudiant.

Le Crous de Montpellier Occitanie dispose actuellement d'une plateforme de billetterie répondant à ses besoins. Chaque année 4000 adhésions, 8000 billets de spectacle et 12 000 billets de cinéma sont traités par la solution.

Actuellement, celle-ci est portée par deux titulaires : un responsable du back-office et un responsable du front-office. Les partenaires culturels du Crous ont un accès dédié au back-office dans lequel ils déposent leurs offres. L'équipe du service culturel du Crous modère ensuite le contenu avant publication sur le front-office pour s'assurer de la cohérence de la ligne éditoriale (textes, images, etc.). Les étudiants ont accès en front-office à un service de vente de billetterie dématérialisé répondant aux normes classiques de vente en ligne.

Le marché s'exécute sous la forme d'un marché de service ordinaire et sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum ni maximum de commandes, en application des articles R2162-1 et suivant du code de la commande publique, pour ce qui est des réunions de restitution.

2.2. Décomposition du marché en lots

Le marché n'est pas alloti. Conformément à l'article L.2113-11 du Code de la commande publique, le non-allotissement est justifié par le fait que l'acheteur n'est pas en mesure d'assurer lui-même les missions d'organisation, de pilotage et coordination.

Article 3. Caractéristiques du marché

3.1. Nature du marché

Le présent marché est un marché passé sous la forme d'un marché à procédure adaptée, en application des Articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est un accord-cadre mixte (à prix forfaitaires et unitaires) sans minimum avec maximum.

Le montant maximum de ce marché est fixé à 150 000€ TTC

Il est mono-attributaire.

3.2. Durée du marché

Le présent marché est passé pour une période de 48 mois, il n'est pas renouvelable.

Le présent marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

Article 4. Pièces contractuelles

Elles sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE), et ses deux annexes :
 - o Annexe n°1 – Annexe financière (DPGF + BPU) ;
 - o Annexe n°2 -Fiche de renseignements fournisseur
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses trois annexes :
 - o Annexe n°1 – DOCUMENT TECHNIQUE D'INTERFACE D'UNE APLLIATION AVEC L'API MSE
 - o Annexe n°2 – MANUEL D'INTEGRATION VERIFONE PAYBOX
 - o Annexe n°3 – MANUEL D'INTEGRATION PAYBOX DSP2
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication, (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique de l'entreprise

Article 5. Etablissement des prix

5.1. Modalités d'établissement des prix

Le présent marché est un marché à prix mixtes, comprenant un prix global forfaitaire, et une partie à bons de commande.

✓ Phase « projet » :

Les offres concernant le volet **forfaitaire** seront établies sur le formulaire de Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire (onglet « DPGF », annexe 1 de l'Acte d'engagement) qui détaille les prix consentis.

✓ Phase « vie » :

Les prestations seront traitées à **prix unitaires**. Les prestations seront déclenchées par l'émission de bons de commande établis sur la base des tarifs du Bordereau des Prix Unitaires (Onglet « BPU », annexe 1 de l'Acte d'Engagement).

✓ Formations / expertises / réversibilité :

Les journées seront traitées à **prix unitaires**. Les prestations seront déclenchées par l'émission de bons de commande établis sur la base des tarifs du Bordereau des Prix Unitaires (Onglet « BPU », annexe 1 de l'Acte d'Engagement).

5.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations (y compris déplacements, fournitures et élimination des déchets), incluant tous les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Article 6. Propriété et utilisation des données et résultats

En application du Code des relations entre le public et l'administration et du Code du patrimoine, les documents et données au format papier ou numérique, produits ou reçus par le titulaire dans le cadre du marché public sont des documents administratifs et des archives publiques, dont l'acheteur est, et reste, le propriétaire.

Le site Yoot.fr, ainsi que son contenu (textes, photos, vidéos, logos, codes, bases de données, etc.) sont la propriété de l'acheteur, ou, le cas échéant des ayants droits légaux.

L'attribution du présent accord cadre n'emporte aucun transfert de propriété de ces éléments.

Toutes les bases de données nécessaires à l'exécution du présent marché sont et demeurent la propriété de l'acheteur qui dispose, sur celles-ci, de l'ensemble des prérogatives reconnues au producteur d'une base de données conformément aux articles L 341-1 et suivant du Code de la propriété intellectuelle. Dans tous les cas, le fait que le titulaire procède, dans le cadre de l'exécution du présent marché, à la transformation, à l'enrichissement, à la mise à jour de ces bases de données ou à la mise à disposition des données ne fait pas échec à la propriété de l'acheteur sur lesdites bases de données.

Utilisation des données et résultats

Le titulaire s'interdit, durant l'exécution du présent marché, d'utiliser les documents ou données appartenant à l'acheteur pour des usages autres que ceux nécessaires à l'exécution du présent marché.

L'acheteur consent au titulaire, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre et pour toute sa durée, un droit d'usage non exclusif de ces bases de données.

Conservation et confidentialité des données et résultats

Le titulaire maintient et assure la confidentialité et la sécurité à ses frais, pendant toute la durée du marché, pour l'ensemble des documents et données appartenant à l'acheteur et qui lui ont été transmis.

Transmission à un tiers

Le titulaire s'interdit, sauf dérogation éventuelle décrite précisément ci-après dans le présent paragraphe, durant l'exécution du présent marché et après l'expiration de ce dernier, à transmettre à un tiers, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, un quelconque document ou une quelconque donnée ou résultat appartenant à l'acheteur.

Arrêt d'utilisation des données et résultats

Le titulaire s'interdit, à l'expiration du présent marché, de poursuivre l'exploitation ou l'usage, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, des documents, données et résultats appartenant à l'acheteur.

Le titulaire s'engage à procéder, selon le cas, à la destruction ou à l'effacement de ces éléments après restitution desdites données et résultats à l'acheteur.

Responsabilité

Toutes modifications apportées aux données par le titulaire sont effectuées sous son entière responsabilité, sans que la responsabilité de l'acheteur puisse être mise en cause.

La responsabilité de l'acheteur ne saurait être engagée quant à l'usage, l'exploitation ou l'utilisation abusive ou erronée des données et des résultats à partir du jour de la fourniture des données.

Article 7. Obligation de confidentialité

Clause de confidentialité et protection des données

Le titulaire s'engage à observer une stricte confidentialité concernant tout document et toute information qu'elle qu'en soit la nature (personnelle, scientifique, commerciale, technique organisationnelle, fonctionnelle, etc...) et ce, tant à l'égard des tiers et sous-traitants éventuels, qu'à l'égard des membres de son personnel non appelé à les utiliser ou à en avoir connaissance :

- Aucune information et aucun fait venant fortuitement à la connaissance des personnels de l'entreprise ne pourront être communiqués à l'extérieur.
- La recherche d'informations ou le déclenchement de tout évènement dans le domaine de compétence et d'activité des sites est strictement prohibé.

Toute révélation ou divulgation non autorisée pourra donner lieu à des dommages et intérêts à la charge de la partie l'ayant commise, dont le montant sera défini par le plaignant en fonction du préjudice subi.

Les clauses de ce document et ses annexes sont réputées confidentielles. A ce titre, elles ne peuvent pas être publiées ni communiquées à des tiers non autorisés à les recevoir.

Les supports informatiques et documents fournis par le Crous Montpellier Occitanie au Titulaire restent la propriété du Crous Montpellier Occitanie. Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire pourrait prendre connaissance à l'occasion de ses interventions.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

A ce titre, le Titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable du Crous Montpellier-Occitanie.

Le Crous Montpellier-Occitanie se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du nouveau code pénal.

« Art. 226-17 : Le fait de procéder ou de faire procéder à un traitement de données à caractère personnel sans mettre en œuvre les mesures prescrites à l'article 34 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 précitée est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 300 000 € d'amende. »

« Art. 226-22 : Le fait, par toute personne qui a recueilli, à l'occasion de leur enregistrement, de leur classement, de leur transmission ou d'une autre forme de traitement, des données à caractère personnel dont la divulgation aurait pour effet de porter atteinte à la considération de l'intéressé ou à l'intimité de sa vie privée, de porter, sans autorisation de l'intéressé, ces données à la connaissance d'un tiers qui n'a pas qualité pour les recevoir est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 300 000 € d'amende. »

Le Crous Montpellier-Occitanie pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Article 8. Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Le Titulaire doit respecter les obligations de la CNIL quant à l'usage des données personnelles de la prestation du marché.

Il s'engage à respecter les dispositions de la loi informatique et libertés et le règlement RGDP (règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016) en les appliquant à l'exécution du présent marché.

Le Crous reste propriétaire des données, le Titulaire ne pourra pas en faire un usage autre que l'utilisation inscrite et strictement inscrite dans le but d'exécuter les prestations découlant de l'objet du marché.

Si le Pouvoir adjudicateur demande la destruction des données, le Titulaire fournira un certificat de destruction des données personnelles obtenues dans le cadre du présent marché. (<https://www.cnil.fr/>)

Selon les modalités d'organisation, le pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'accorderont sur des clauses qui auront pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement (le Crous) les opérations de traitement de données à caractère personnel.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, « le règlement européen sur la protection des données ».

Article 9. Agrément et responsabilité

Le titulaire du contrat assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dégagée lorsque la preuve établie démontre que le titulaire a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait du CROUS de Montpellier ou par des causes non imputables à sa prestation.

Article 10. Manquements aux obligations du titulaire - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité. Celle-ci sera exercée par demande d'avoir sur la facturation de la prestation concernée.

11.1 Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution (détaillé dans l'offre du candidat) est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application de la formule suivante en application de l'article 14.1 du CCAG :

$$P = \frac{V \times R}{1\,000}$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité ; cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = nombre de jours de retard.

11.2 Pénalités pour indisponibilité

Incidents bloquants

Les incidents bloquants sont des incidents qui, unitairement ou cumulés, empêchent l'utilisation d'une ou plusieurs fonctions essentielles et/ou son exploitation normale. Exemples : Introduction d'incohérence dans

des données persistantes, fonction bloquée sans contournement manuel acceptable et connu à l'avance, performances d'une fonction sensiblement dégradées.

Délai de résolution : 4 heures pendant les jours ouvrés

Pénalité : 100 euros/jour

Incidents non bloquants

Les incidents majeurs sont des incidents reproductibles sur site ou à distance qui, unitairement ou cumulés, ne permettent pas l'utilisation d'une ou plusieurs fonctions essentielles, ou en mode dégradé, et/ou induisent une gêne importante dans son exploitation normale mais pour laquelle il existe un contournement manuel acceptable

Délai de résolution : 3 jours ouvrés

Pénalité : 50 euros/jour

Incidents mineurs

Sont qualifiés d'incidents mineurs les incidents qui n'ont pas d'incidence sur les fonctions essentielles et/ou l'exploitation normale. Ces incidents ne sont pas gênants pour l'utilisateur mais doivent tout de même être traités.

Délai de résolution : 10 jours ouvrés

Pénalité : 25 euros/jour 9-3

11.3 Pénalités diverses

En cas de non-restitution des fichiers numériques confiés au titulaire par le Crous de Montpellier, dans les 30 jours suivant la livraison, il sera appliqué sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 ,00 € TTC par fichier numérique et par jour de retard.

En cas de perte ou de destruction de fichiers numériques confiés au titulaire par le Crous de Montpellier, celui-ci remboursera au Crous le montant total des frais engagés pour la nouvelle création des fichiers.

Article 11. Contrôle de l'exécution des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 31 et 32 du CCAG-TIC.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 34.3 du CCAG TIC, les observations du titulaire sur la décision de réfaction sont réputés refusées si dans le délai de 30 jours, l'acheteur n'a pas répondu et la décision d'admission avec réfaction est maintenue.

Par dérogation à l'article 34 du CCAG TIC, en cas de décision de rejet des prestations, l'acheteur n'est pas tenu de convoquer le titulaire du marché.

12.1. Facturation

Le titulaire du marché fera parvenir une facture correspondant à la prestation réalisée. Cette facture, (1 seul service fait / exemplaire archivé = copie avec « service fait »), portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché (forfait) ;
- Le numéro du bon de commande (prestations à prix unitaires) ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- La date de facturation.

12.2. Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous- traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (facultatif) ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement : cf liste affichée sur Chorus ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).



Le dépôt des demandes de paiement via CHORUS PRO est obligatoire pour toutes les entreprises, sans exception, à compter du 1^{er} janvier 2020 ; quel que soit le montant facturé ([Décret 2016-1478 du 02/11/19 relatif au développement de la facturation électronique](#))

Il appartient aux titulaires de s'adapter à cette nouvelle obligation réglementaire (création du compte et formation de son personnel).

Ressources :

. Portail CHORUS [lien vers https://chorus-pro.gouv.fr](https://chorus-pro.gouv.fr)

. Documentation Chorus, dont fiches pratiques à destination des émetteurs des factures : sur la page d'accueil, cliquer sur le pictogramme « Information »

Le SIRET du CROUS de Montpellier-Occitanie étant 183 400 084 00012



12.3. Paielement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au CCAG TIC, par l'Agent Comptable du Crous de Montpellier et conformément à la réglementation en vigueur à la date de l'exécution de la prestation.

Le mode de règlement est le mandat administratif. Le délai de paiement est de 30 jours : la non-observation du délai de paiement à compter de la réception de la facture ouvre droit aux intérêts moratoires à la charge de l'établissement débiteur, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, depuis le jour qui suit l'expiration du délai mentionné ci-dessus. Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux prévu réglementaire.

Ce délai de règlement s'entend à compter de la date ouvrant droit au règlement de la facture :

- Réception de la facture,
- Décision d'admission, par l'administration, du procès-verbal de contrôle

Le titulaire du marché est informé de la possible suspension d'une facture en cas de :

- Demandes de précisions par le Crous de Montpellier
- Factures non conformes
- Absence de service fait
- Absence de relevé de contrôles

13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

13.1.1. Résiliation aux torts du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du Travail, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Outre les cas de résiliation mentionnés au chapitre « Résiliation » du CCAG-TIC 2021, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, de plein droit et aux torts du titulaire, sans indemnités, moyennant un préavis d'un mois envoyé par lettre recommandée avec A.R. et après avoir invité le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 10 jours, dans les cas suivants :

- Infraction caractérisée aux clauses contractuelles.
- Répétition non motivée de retards d'exécution.
- Défaillance notoire du titulaire

En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, de défaillance notoire du titulaire ou d'incidents répétés, le représentant du Pouvoir Adjudicateur adressera une mise en demeure au titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, Le titulaire aura 10 jours pour en retour présenter ses observations, proposer les actions préventives et correctives envisagées. Passé ce délai, l'accord cadre sera résilié sans indemnité.

La répétition non motivée des non-conformités d'exécution des prestations sera considérée comme une infraction aux clauses contractuelles.

13.1.2. Exécution par un tiers aux frais et risques du titulaire

Le présent C.C.A.P. prévoit que le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par le fournisseur qui lui conviendra à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire dans les cas suivants :

- Inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard,
- Résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Pour les prestations ayant fait l'objet de rejet, refus, retard, inachèvement ou non remplacement dans les délais accordés, le pouvoir adjudicateur pourra faire réaliser les prestations concernées par le fournisseur qui lui conviendra. En cas de différence de prix au détriment de l'administration, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire et automatiquement déduite de la facture mise en paiement à son profit. Ainsi l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire sont fixées par l'article 54 « Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire » du C.C.A.G.-T.I.C.

13.1.3. Résiliation à la demande du titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire doit solliciter la résiliation du marché, il informe le CROUS des motifs de sa demande et indique la date à laquelle la résiliation pourrait être envisagée, compte tenu d'un délai minimum de trois mois entre la date de sa demande et la cessation effective du marché.

La résiliation du marché n'est effective que par décision expresse du CROUS.

13.1.4. Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article 51 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin au marché pour motif d'intérêt général. La résiliation pour motif d'intérêt général ouvre droit pour le titulaire au versement d'une indemnité calculée selon les dispositions de l'article précité.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 14. Assurances

14.1 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances en rapport avec la nature et le volume des prestations, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, ainsi que le période de couverture.

Au terme de chaque période de couverture, le ou les titulaires devront systématiquement adresser par courrier au service achats marchés publics du Crous une attestation actualisée.

Article 15. Dérogation aux documents généraux

Les dispositions de l'article 11 du présent C.C.A.P. dérogent à l'article 14 du C.C.A.G.-T.I.C.

Les dispositions de l'article 12 du présent C.C.A.P. dérogent à l'article 34 du C.C.A.G.-T.I.C.

Article 16. Règlement des litiges

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Montpellier est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.